



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITE DES PRODUITS

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

Vingt-deuxième session

Asunción (Paraguay), 6-8 mai 2009

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 3
II. ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS APPROUVÉS PAR LE GROUPE	4 - 21
A. PROJETS ACHEVÉS	4 - 11
B. PROJETS EN COURS D'EXÉCUTION	12
C. SITUATION DES PROJETS APPUYÉS ET APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN DEPUIS LA DERNIÈRE SESSION	13 - 16
D. PROJETS SOUMIS À L'EXAMEN DU GROUPE	17 - 21

III. CADRE STRATÉGIQUE POUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS	22 - 26
IV. CONCLUSIONS	27 - 29

I. INTRODUCTION

1. Le Fonds commun pour les produits de base a désigné le Groupe intergouvernemental sur la viande et les produits laitiers comme l'organisme international de produit (OIP) chargé de promouvoir et de superviser les projets qu'il finance dans le secteur de l'élevage. À ce titre, le Groupe est appelé à évaluer les propositions qui lui sont soumises pour approbation, en tenant compte de la stratégie générale de développement approuvée par ses membres, ainsi que des objectifs et des critères du Fonds commun. Les projets approuvés par le Groupe sont ensuite soumis au Fonds commun, pour examen et financement éventuel. En sus de l'évaluation des propositions et de leur classement par ordre de priorité, le Groupe est chargé de la supervision des projets mis en œuvre par d'autres organisations ou institutions.

2. La stratégie adoptée formellement par le Groupe en 1994 offre un cadre général pour l'examen de projets de développement pour la viande. Suite à l'élargissement de ses responsabilités aux produits laitiers, décidé lors de sa dix-neuvième session, le Groupe est convenu à sa dernière session de la nécessité d'étendre le cadre stratégique à ces produits.

3. Le présent document fournit des informations concernant les projets achevés depuis la dernière session du Groupe et l'état d'avancement des projets en cours d'exécution et des projets approuvés par le Groupe à sa dernière session. Il contient également une brève synthèse des nouvelles propositions de projets pour examen et approbation éventuelle par le Groupe.¹ Enfin, des informations seront données concernant l'élaboration d'un cadre stratégique élargi couvrant à la fois la viande et les produits laitiers.

II. ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS APPROUVÉS PAR LE GROUPE

A. PROJETS ACHEVÉS

4. Depuis la dernière session du Groupe, trois projets ont été menés à bien, pour une valeur totale de 8,5 millions d'USD, dont 4,3 millions d'USD à titre de dons du Fonds commun. Depuis que le Fonds commun finance des projets pour la viande et les produits laitiers, ses dons ont totalisé 8,5 millions d'USD, servant de catalyseur de fonds de contrepartie de la part des gouvernements et d'autres organisations.

Diversification des produits carnés et amélioration des technologies de transformation de la viande en Asie-Pacifique (CFC/FIGMDP/08)

5. Ce projet d'une durée trois ans a démarré en octobre 2003 et s'est conclu avec un léger retard en décembre 2006. (Budget total: 2,2 millions d'USD; don du Fonds commun: 850 000 USD.) Une évaluation finale a été effectuée en octobre 2006. Le projet était mis en œuvre par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), avec l'appui technique de la Division de la production et de la santé animales de la FAO (AGAP) et de l'Office allemand de coopération technique (CIM/GTZ). Son objectif immédiat était de traiter certaines questions liées à la transformation des produits carnés dans la région, notamment de graves problèmes technologiques et d'hygiène à l'origine de pertes importantes de produits alimentaires et de préoccupations concernant la sécurité sanitaire des aliments.

6. Le projet a apporté une contribution efficace à l'établissement d'un réseau régional de développement et de formation pour la viande, constitué d'un centre principal aux Philippines et de centres satellites au Bangladesh, au Myanmar et à Samoa. Il a également permis de promouvoir

¹ En raison de la nécessité de limiter la longueur des documents, les délégués pourront trouver des informations plus détaillées dans le texte intégral des propositions, qui seront distribuées en tant que documents de séance.

une vaste étude de marché par sondage d'opinion qui a servi de base pour l'identification des produits carnés acceptés par les consommateurs. Les équipements de traitement et de fabrication ont fait l'objet de tests approfondis afin d'identifier des prototypes susceptibles d'être reproduits, et pour mettre au point des systèmes appropriés et économiquement viables pour la gestion des déchets. Enfin, la formation et le développement des capacités pour le traitement de la viande ont été considérablement renforcés, initialement grâce à l'élaboration de matériel pédagogique (huit modules de formation et des manuels portant sur l'abattage, la découpe et le traitement de la viande, ainsi que l'utilisation des sous-produits pour le cuir), à divers cours de formation réunissant environ 650 participants, à des conférences à l'intention de quelque 4 000 personnes, et plus tard à travers la réalisation de quatre cours de formation régionaux soutenus par la FAO au titre du PCT et destinés à des participants provenant de 19 pays. L'équipe d'évaluation a estimé qu'un suivi de ce projet était opportun pour permettre la pleine utilisation du matériel réalisé et des compétences mises en place, notamment dans le cadre d'une nouvelle activité de sensibilisation. Pour faciliter la gestion globale d'un projet intéressant plusieurs pays, il a été indiqué que l'organisme d'exécution du projet devait avoir les compétences techniques nécessaires et être représenté dans tous les pays participants.

Amélioration de la productivité, de la qualité, de la sécurité sanitaire et du commerce de la viande bovine en Amérique centrale (CFC/FIGMDP/10)

7. Ce projet d'une durée de quatre ans a été lancé en juillet 2003 et s'est conclu en décembre 2007, après un bref prolongement. (Budget total: 6,2 millions d'USD; don du Fonds commun: 3,4 millions d'USD.) Son évaluation finale a été effectuée en février 2008. Le projet, couvrant le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, a été mis en œuvre par l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI) en collaboration avec l'Istituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), le Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT), les Servicios Internacionales para el Desarrollo Empresarial (SIDE) et l'office allemand GTZ. Il visait principalement à améliorer d'une part la productivité des petits éleveurs grâce à une meilleure alimentation du bétail et à une meilleure santé des animaux dans les élevages, et d'autre part la qualité de la viande de bœuf disponible pour les consommateurs à faible revenu, en mettant l'accent sur les normes et les contrôles en matière de qualité et de sécurité sanitaire.

8. D'une façon générale, le projet a réussi à sensibiliser le grand public à l'importance du secteur en Amérique centrale et aux obstacles à surmonter pour lui garantir un développement durable. Des équipes qualifiées et spécialisées ont été constituées pour assurer la durabilité des résultats obtenus. Concrètement, les réalisations consistaient principalement en un accroissement de la productivité des petits éleveurs. Des techniques de production de fourrage pour des systèmes d'alimentation améliorés ont été identifiées, validées et adoptées dans les zones pilotes. L'impact économique positif des techniques améliorées a été évalué et documenté, favorisant ainsi la reproduction des résultats du projet à plus grande échelle, par exemple à travers la vente de semences pour un fourrage amélioré. Par ailleurs, l'accès des petits producteurs à l'information et aux services a été amélioré grâce au développement ou au renforcement de réseaux d'organisations de producteurs qualifiées. En matière de sécurité sanitaire, les bases ont été établies pour une amélioration possible des systèmes de contrôle applicables à la viande de bœuf si des ressources sont disponibles, tandis que de nouveaux règlements régissant la manipulation des animaux ont été adoptés dans certains pays.

Amélioration de l'accès au marché et de la participation des petits producteurs pour un développement durable de la production laitière en Asie (CFC/FIGMDP/16FT)

9. Ce projet accéléré a été approuvé par le Fonds commun en 2006 et les activités ont pris fin en mai 2008. (Budget total: 157 800 USD; don du Fonds commun: 110 200 USD.) Il a été mis en œuvre par la FAO en partenariat avec la Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique (APHCA) et l'Organisation asiatique de productivité (OAP). Le projet visait à élaborer un plan régional de développement de la production laitière artisanale

en Asie, centré sur l'accroissement de la production, un meilleur accès des petits producteurs au marché, l'augmentation des revenus des producteurs, le renforcement des capacités techniques des producteurs et des transformateurs, l'amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits, la consolidation des cadres réglementaires et la mise en place de cadres stratégiques porteurs. Le projet a réussi à trouver un consensus sur une stratégie régionale grâce à un processus dynamique de consultations avec les parties prenantes et d'études de cas dans les pays, dont le point culminant a été un atelier régional tenu à Chiang Mai, en Thaïlande, en février 2008, avec la participation de délégués du secteur public, du secteur privé et d'ONG de 18 pays de la région, y compris de représentants de certaines des principales entreprises et coopératives laitières privées des pays le plus peuplés.

10. Une déclaration (la « Chiang Mai Dairy Declaration »), véritable feuille de route pour le développement du secteur laitier en Asie, a été adoptée à cette occasion. L'atelier a produit le plan-cadre d'investissement et la stratégie de développement du secteur laitier artisanal en Asie, publiés en mai 2008. Des domaines d'activité prioritaires ont été identifiés et regroupés en quatre piliers complémentaires: 1) valorisation des ressources humaines et gestion des connaissances, 2) accroissement de la productivité et de la compétitivité des petits producteurs laitiers, 3) renforcement des liens entre les producteurs et les consommateurs pour la livraison d'un produit de qualité à un prix équitable et 4) mise en place d'un environnement plus propice. La stratégie de développement sera mise en œuvre dans le cadre d'un plan d'investissement sur dix ans, estimé à 250 millions d'USD, essentiellement dans les pays, mais prévoyant également une plateforme régionale pour le développement du secteur laitier fondée sur la mise en réseau des techniques, des politiques et de l'information. Un programme d'investissement détaillé, tenant compte de l'intérêt des investisseurs publics et privés, des institutions régionales et des institutions de financement régionales et internationales, est en cours de définition. À mi-2008, quelque 15,6 millions d'USD avaient été engagés pour des interventions clés.

11. Compte tenu de la priorité élevée attachée au secteur laitier artisanal pour atténuer la pauvreté, à la fin de 2008 le Fonds commun a demandé la préparation d'une proposition de projet pour renforcer le pouvoir d'achat et les moyens d'existence durables des petits producteurs laitiers en Asie grâce à une augmentation de la productivité et à un meilleur accès au marché dans le secteur laitier. Une proposition concernant la mise en œuvre d'un projet au Bangladesh, au Myanmar et en Thaïlande a été reçue pour approbation (voir plus loin à la section D concernant les nouvelles propositions soumises au Groupe pour approbation).

B. PROJETS EN COURS D'EXECUTION

Renforcement de la productivité et de la compétitivité du secteur de la petite production laitière au Lesotho et en Zambie (CFC/FIGMDP/14)

12. Ce projet d'une durée de quatre ans, approuvé par le Fonds commun en janvier 2006, a démarré en avril 2007, après l'application des ajustements demandés au plan financier et au programme de travail. (Budget total: 3,3 millions d'USD; don du Fonds commun: 2,0 millions d'USD.) L'organisme d'exécution du projet est le Golden Valley Agricultural Research Trust (GART). Il s'agit de renforcer la productivité et la situation commerciale des petites coopératives laitières au Lesotho et en Gambie, 1) en encourageant des technologies d'alimentation animale améliorées et innovatrices pour la production et la conservation locales de matières premières riches en protéines, 2) en améliorant la qualité et l'hygiène du lait pour réduire les pertes, 3) en introduisant de nouvelles techniques de traitement du lait pour en allonger la durée de conservation, et 4) en diversifiant les débouchés pour cibler des groupes de consommateurs élargis. Les activités des deux premières années d'exécution se sont généralement déroulées conformément aux prévisions, à l'exception d'un projet de traitement du lait (composante 3) annulé en raison de l'évolution de la situation dans l'industrie zambienne. Les progrès réalisés dans les deux pays ont été satisfaisants, malgré une progression légèrement ralentie au Lesotho.

Les activités se sont toutefois accélérées dans ce dernier pays également, grâce à des contacts intensifiés et à une coopération renforcée avec les autorités nationales et l'industrie laitière intérieure. L'évaluation à mi-parcours du projet aura lieu en avril 2009.

C. SITUATION DES PROJETS APPUYES ET APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN DEPUIS LA DERNIÈRE SESSION

13. La section ci-après traite des projets ou idées de projet approuvés par le Groupe à sa vingt et unième session. Les deux propositions approuvées à sa vingtième session n'ont pas été développées: la première consistait en un projet de *renforcement du contrôle de l'hygiène et de la qualité de la viande au Soudan et en Éthiopie*, et prévoyait des travaux complémentaires de la part des organismes de parrainage; tandis que la seconde, concernant un projet d'*amélioration des moyens d'existence des petits producteurs laitiers d'Asie du Sud*, a été doublée par l'initiative de plus grande envergure embrassant l'ensemble de l'Asie.

Promotion de la production et de la commercialisation de bioproduits permettant d'améliorer la valeur nutritionnelle des résidus agricoles herbacés, et de leur utilisation comme suppléments alimentaires dans des systèmes durables de production de lait et de viande bovine

14. Cette idée de projet a été soumise par l'Association cubaine pour la production animale (budget total: 2,2 millions d'USD; don demandé au Fonds commun: 1,4 million d'USD). Ce projet n'a toutefois pas encore été développé.

Renforcement de la compétitivité des petits producteurs au sein des filières laitières en Amérique centrale

15. Cette proposition de projet, qui s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre du projet CFC/FIGMDP/10 (voir plus haut), a été remaniée pour tenir compte des observations du Fonds commun concernant la couverture et les mécanismes de gestion du projet. La proposition reformulée est maintenant intitulée *Renforcement de la compétitivité des petits producteurs et transformateurs laitiers en Amérique latine: élargissement des connaissances et création de débouchés*. La proposition (budget total: 6,6 millions d'USD; don demandé au Fonds commun: 1,9 million d'USD.) prévoit le financement d'activités sur une période de quatre ans en Colombie, au Costa Rica, au Mexique et au Nicaragua, l'organisme d'exécution du projet étant le CIAT en coopération avec l'ILRI et le SIDE. La proposition a été présentée à nouveau au Fonds commun en novembre 2007.

Productivité des petits élevages bovins et accès aux marchés en Zambie et au Mozambique

16. Cette proposition, qui a été remaniée par le GART sur la base des recommandations formulées par le Comité consultatif du Fonds commun à sa quarante-deuxième session, est soumise au Groupe pour approbation (voir section D ci-après).

D. PROJETS SOUMIS À L'EXAMEN DU GROUPE

Développement de la petite production laitière au Bangladesh, au Myanmar et en Thaïlande

17. Le projet envisagé, qui est directement lié au plan stratégique élaboré dans le cadre du projet CFC/FIGMDP/16FT (voir les paragraphes 9 et 10 ci-dessus), aurait une durée de cinq ans et un coût total de 9,3 millions d'USD, dont un financement maximum de 3,0 millions d'USD demandé au Fonds commun. Un cofinancement serait fourni par la FAO, au titre de l'appui à un projet régional du PCT (463 500 USD), et par l'APHCA (120 000 USD). Le Gouvernement

thaïlandais a annoncé une contribution de contrepartie de 5 millions d'USD en main-d'œuvre, installations/infrastructure et financement, tandis que des contributions de contrepartie d'un montant de 350 000 USD seront fournies respectivement par le Bangladesh et le Myanmar. L'organisme d'exécution du projet serait la FAO-FIGMDP, et plus précisément le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAP) en collaboration avec le Service de la production animale (AGAP) de la Division de la production et de la santé animales, à Rome. L'organe de supervision serait l'Organisation asiatique de productivité.

18. Conformément aux principaux piliers de la stratégie régionale et aux domaines d'intervention prioritaire identifiés, ce projet vise essentiellement à améliorer la qualité du lait, la productivité et l'accès au marché des petits producteurs laitiers. Les principales composantes du projet sont les suivantes: 1) accroissement de la production laitière (formation en matière d'élevage amélioré et de pratiques hygiéniques de production laitière), 2) amélioration de la commercialisation du lait (diversification et gestion améliorée de la chaîne de valeur grâce au traitement de lait de haute qualité et/ou de produits laitiers à prix fort, sécurité sanitaire et qualité améliorées des produits, mise en place de centres de collecte du lait, formation sanitaire, contrôle laitier, amélioration de la chaîne du froid) et 3) renforcement des capacités et diffusion de l'information. Le projet prévoit des interventions spécifiques dans les pays, mais comporte également un élément régional pour l'établissement du réseau laitier pour l'Asie demandé par l'APHCA. Ce réseau permettra l'échange de connaissances et la diffusion d'informations concernant le développement de la petite production laitière. Le document détaillé du projet est distribué sous la cote CCP: ME 09/CRS 4.

Productivité des petits élevages bovins et accès aux marchés en Zambie et au Mozambique

19. Comme indiqué plus haut, la proposition adoptée par le Groupe à sa dernière session a été remaniée conformément aux recommandations émises par le Comité consultatif à sa quarante-deuxième session. Le projet reformulé (budget total: 1,7 million d'USD; don demandé au Fonds commun: 1,0 million d'USD) est soumis au Groupe pour approbation en vue de sa présentation au Comité consultatif à sa quarante-quatrième session, en juillet 2009. Ce projet qui sera mis en œuvre par le GART sur une période de quatre ans, s'appuie sur les résultats d'un projet accéléré antérieur (CFC/FIGMDP/13/FT) qui prévoyait la mise au point de stratégies d'intervention innovatrices dans les pays concernés. Son objectif est d'améliorer la productivité et la qualité des élevages bovins, grâce notamment à une formation portant sur les normes sanitaires et l'hygiène, à un système d'élevage amélioré, à l'acquisition de compétences commerciales, au resserrement des liens entre les groupes de producteurs et les fournisseurs de services et au renforcement des services vétérinaires et de vulgarisation. Le document détaillé du projet est distribué sous la cote CCP: ME 09/CRS 5.

Diversification du secteur de l'élevage dans les Caraïbes grâce à la production de petits ruminants

20. Le projet proposé a une durée de trois ans (budget total: 3,1 millions d'USD; don demandé au Fonds commun: 1,4 million d'USD) et consiste en des installations pilotes de démonstration visant à atteindre l'autosuffisance dans la production de viande de petits ruminants grâce à l'intégration de systèmes d'alimentation indigènes à bas coût. Ces installations seraient établies en Jamaïque pour desservir la région CARICOM, des activités étant également prévues à Trinité-et-Tobago, à la Barbade et au Guyana. L'organisme d'exécution proposé est le Département de la recherche et du développement du Ministère de l'agriculture, en collaboration notamment avec l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes (CARDI), le College of Agriculture (CASE), l'University of the West Indies et l'University of Maryland Eastern Shore.

21. Le projet vise à offrir aux petits exploitants des alternatives viables aux cultures traditionnelles, comme le sucre et la banane, grâce à la production améliorée de petits ruminants. Cette production permettrait de répondre à la demande des marchés intérieurs en expansion, qui sont actuellement approvisionnés pour l'essentiel par des importations de viandes congelées. Le marché régional de viandes ovines et caprines demeure sous-développé, l'offre et la disponibilité de viande de qualité constituant un souci majeur. Les importations de la région sont plus de trois fois supérieures à la production intérieure. L'objectif général du projet est essentiellement de favoriser une expansion de 15 pour cent de l'industrie ovine et caprine sur une période de trois ans, et de contribuer ainsi à l'objectif de l'auto-approvisionnement. Le document détaillé du projet est distribué sous la cote CCP: ME 09/CRS 6.

III. CADRE STRATÉGIQUE POUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

22. À sa dernière session, le Groupe est convenu de la nécessité d'étendre aux produits laitiers la stratégie de développement sur la base de laquelle il examine et établit la priorité des propositions en vue d'un financement par le Fonds commun. Plusieurs suggestions ont été avancées quant aux éléments à inclure dans cette stratégie, mais aucune décision spécifique n'a été prise concernant le processus d'élaboration de la stratégie, ni la forme du produit final.

23. La stratégie de développement du Groupe pour la viande² s'applique à toutes les viandes, bien que provenant de différents types de bétail. Elle porte principalement sur trois aspects: 1) facilitation du commerce, 2) valorisation des produits et 3) réduction des coûts de production. Pour la valorisation des produits, une référence spécifique est faite aux cuirs et peaux, un sous-produit de grande valeur de l'industrie de la viande, pour lequel une stratégie de développement distincte a été approuvée par le Sous-Groupe des cuirs et peaux³ au titre de ses responsabilités d'organisme international de produit. Concernant la réduction des coûts de production, la stratégie pour la viande reconnaît les complexités du marché des produits de l'élevage au sens large, par exemple à travers l'incidence que la rentabilité de la production laitière peut avoir sur le cheptel et la production de viande.

24. Pour prendre sa décision concernant la voie à suivre, le Groupe pourra s'il le souhaite examiner les options générales suivantes:

- a) Examen de la stratégie actuelle de développement pour la viande et son extension aux produits laitiers; ou
- b) Examen de la stratégie actuelle de développement pour la viande et préparation d'une stratégie de développement distincte pour les produits laitiers⁴.

25. Quant à leur teneur et à leur visée, les déclarations de stratégie ont pour principal objectif d'indiquer les domaines dans lesquels les activités de développement seraient les plus efficaces et contribueraient le mieux à l'amélioration des revenus ruraux et des petits exploitants. Tout en fournissant des orientations concernant les mesures à prendre pour réaliser les objectifs du Fonds commun, ces stratégies de développement peuvent également inclure des éléments susceptibles de ne pas être prioritaires pour cette instance, mais plutôt du ressort des gouvernements, des opérateurs du secteur privé, ou d'autres organisations internationales. Enfin, il convient de rappeler qu'une stratégie de développement efficace doit s'inscrire dans le cadre d'un marché

² La stratégie de développement pour la viande adoptée par le Groupe en 1994 est disponible sous la cote CCP: ME 09/INF 5

³ Stratégie de développement pour les cuirs et peaux, CCP: ME/HS 94/8.

⁴ Un examen de la stratégie concernant la viande serait nécessaire même dans le cas de l'élaboration d'une stratégie distincte pour les produits laitiers afin de tenir compte de l'évolution du marché dans les quinze dernières années, et pour permettre l'inclusion d'une référence spécifique concernant les effets possibles sur les industries interdépendantes: viande, produits laitiers, et cuirs et peaux.

mondial sain, dans lequel des questions plus amples comme l'impact environnemental et les biotechnologies sont prises en compte.

26. Concernant les modalités de mise en œuvre de toute décision prise au titre du paragraphe 24, le Groupe souhaitera peut-être envisager les différentes options suivantes, ainsi que toute autre solution susceptible d'être proposée par les délégués:

- a) Le Groupe pourra s'il le souhaite nommer un groupe de travail informel de délégués/experts devant se réunir au cours de la session. Ce groupe de travail sur les stratégies de développement pour la viande et les produits laitiers pourrait formuler des recommandations concernant l'examen de la stratégie existante pour la viande et son extension aux produits laitiers, ou la préparation d'une nouvelle stratégie pour ces produits. Ces recommandations seraient soumises au Groupe, ou à son bureau, pour approbation et suivi, selon qu'il convient.
- b) Une autre possibilité pour le Groupe serait de recommander que l'approche adoptée pour la mise en place du plan-cadre d'investissement et de la stratégie de développement du secteur laitier artisanal en Asie soit également reproduite pour les produits laitiers dans d'autres régions. Cela permettrait de mettre l'accent sur les questions les plus pertinentes dans les régions concernées, et donc de mieux cibler les mesures de développement. L'élaboration de stratégies régionales, selon une approche participative prévoyant des consultations du secteur public et privé, pourrait être mise en route si des ressources sont disponibles prochainement⁵. Le Groupe pourra donc recommander que les sources de financement possibles pour ces travaux soient explorées, en particulier le Fonds commun. Compte tenu des ressources limitées, le Groupe pourrait suggérer qu'avant sa prochaine session les efforts soient concentrés sur la préparation de stratégies pour une ou deux régions, notamment pour l'Afrique où des travaux sur certaines questions relatives au développement du secteur laitier ont déjà été entrepris pour une sous-région.

IV. CONCLUSIONS

27. Le Groupe souhaitera peut-être formuler des observations et/ou des recommandations sur:
 - a) les réalisations des projets achevés (Section A);
 - b) l'état d'avancement du projet en cours d'exécution (Section B) et la situation des autres projets (Section C);
28. Le Groupe est invité à examiner, approuver et établir l'ordre de priorité des nouvelles propositions de projets (Section D).
29. Le Groupe est invité à donner des orientations concernant la démarche à suivre pour étendre sa stratégie de développement pour la viande aux produits laitiers, notamment au regard des options indiquées aux paragraphes 18 et 20.

⁵ Les coûts relatifs à l'élaboration de la stratégie pour l'Asie, engagés dans le cadre d'un projet accéléré du Fonds commun, ont été relativement réduits, s'élevant à environ 160 000 USD dont un don du Fonds commun de 110 000 USD, mais les résultats ont été extrêmement efficaces, avec la production de nouveaux investissements dans le développement laitier de la région.